

libération il y a environ sept ans. Les disparitions, les exécutions arbitraires, les châtiments extra-judiciaires et la torture sont des pratiques courantes de gouvernements aussi bien de gauche que de droite, et dans virtuellement toutes les parties du monde. Les fonctionnaires de l'Organisation ne sont même pas à l'abri de persécutions arbitraires, comme le montre le traitement réservé à Liviu Bota par la Roumanie.

Une des formes les plus persistantes de répression a été dirigée contre des groupes minoritaires. En Iran, les fidèles de la religion baha'i sont la cible d'une campagne concertée d'intimidation, de persécution et d'emprisonnement qui a fait de nombreux morts parmi eux et en a contraint d'autres à l'exil au-delà des frontières de leur terre. Pour leur part, cherchant à créer une société socialiste orthodoxe, les autorités bulgares se sont engagées dans une campagne implacable d'assimilation forcée de leurs citoyens d'origine albanaise, arménienne, gitane et, particulièrement, de ceux d'origine turque. Dernièrement, cette opération a pris des proportions incroyables avec la prétention du gouvernement à dénier son existence même à un groupe formant presque dix pour cent de la population bulgare. L'apostasie de l'Islam et le renoncement forcé à leurs noms, à leurs coutumes et à leur langue, sans compter les arrestations arbitraires et l'emprisonnement des récalcitrants, voilà autant de méthodes utilisées pour assurer aux membres de l'ethnie turque la place qui leur revient dans la Bulgarie socialiste.

Un grand nombre de ces situations ne se prêtent pas facilement à l'analyse. Elles trouvent leurs racines dans un enchevêtrement complexe de frontières coloniales irrationnelles, de séquelles de la conquête, ou d'une domination étrangère prolongée. Dans quelques cas, comme celui du Cambodge, des violations épouvantables des droits de l'homme ont été exacerbées par une occupation de la part du Viet Nam voisin. Dans de nombreuses situations, le mépris éhonté à l'égard des droits de l'homme ne constitue qu'un des fils d'un écheveau particulièrement complexe, qu'il s'agisse du droit à la dévolution réclamé par les minorités tamoules au Sri Lanka, du spectre d'affrontements entre populations civiles au Salvador, ou de déplacements controversés de populations par le gouvernement éthiopien. Il est utile, et même nécessaire, de comprendre ces cas complexes. Mais aucune rationalisation reposant sur des considérations politiques ne saurait prendre le pas sur une insistance vigilante sur le respect des droits de l'homme.

Les variations à l'échelle régionale sont tout aussi complexes. En Amérique centrale, plusieurs Etats ont commencé, récemment, à se libérer de l'emprise du double démon des